

[Texte]

2. We recommend that Canada recognize the National Coalition Government of the Union of Burma as the government legally elected by the people of Burma, as Norway has done, and to support the NCGUB's case to represent the people of Burma at the United Nations. An official welcome to Dr. Sein Win would be an important first step.

3. We recommend that Canada redirect UNDP and multilateral aid supporting SLORC to the National Coalition Government and Burmese refugees, or, at the very least, to call for a suspension of UNDP programs in Burma, as the European Parliament has done. An important UN initiative that should be supported is the concept of establishing corridors of peace and humanitarian ceasefires along Burma's borders with Thailand, China, India, and Bangladesh. This is something being advocated by UNICEF.

4. We recommend that Canada support the United Nations Security Council and other international action to impose trade and economic sanctions and an arms embargo on Burma. Canada's effort to persuade Burma's neighbours in ASEAN—including China and Japan—to support international action against the military regime should be continued.

5. We recommend that as a prudent investor holding the majority shares of Petro-Canada, the Government of Canada should review Petro-Canada's operations in Burma and suspend operations there until the investment climate improves and political stability returns to that country.

We formally ask this committee to request the Government of Canada to adopt these recommendations until such time as the military regime hands over power to the elected members of Parliament in Burma and releases all political prisoners, including Aung San Suu Kyi.

In addition to my statement, may I submit for the record the following:

1. The testimonies of four Burmese women, forced by the Burma army to act as supporters, who were gang-raped repeatedly;
2. An article by Dr. Mya Maung, a Burmese scholar, describing the social and economic damage inflicted on the country by the military; and
3. A letter to the United Nations Secretary General from Burma scholars calling for UN intervention in Burma.

Thank you.

The Chairman: Thank you very much for your presentation. In the short time we have had you have outlined your concerns and put a number of proposals before us.

I would like a little bit of advice. We have invited the Prime Minister to come at 5.15 p.m. I am wondering whether we should take questions once he has come and spoken to us or whether we should put some questions on the floor before he comes.

Perhaps, Mr. Broadbent, you could advise us.

[Original]

[Traduction]

[Text]

2. Reconnaitse le Gouvernement national de coalition de l'Union de Birmanie comme le gouvernement légalement élu par le peuple, comme l'a fait la Norvège, et appuie sa demande de représentation aux Nations Unies. Un accueil officiel à M. Wein Win serait une première étape importante.

3. Fasse bénéficier le GCNUB et les réfugiés birmanes plutôt que le SLORC du PNUD et de son aide multilatérale, ou à tout le moins demande une suspension des programmes du PNUD en Birmanie, comme l'a fait le Parlement européen. Une initiative importante des Nations Unies qui mérite d'être appuyée est l'établissement de corridors de la paix et de cessez-le-feu humanitaires le long des frontières de la Birmanie, que préconise l'UNICEF.

4. Appuie la décision du Conseil de sécurité de l'ONU et d'autres pays d'imposer à la Birmanie des sanctions commerciales et économiques et un embargo sur les armes. Le Canada devrait continuer à s'efforcer de convaincre les voisins de la Birmanie parmi les pays membres de l'ANASE, la Chine et le Japon d'appuyer les initiatives internationales contre le régime militaire.

5. En tant qu'investisseur prudent détenant la majorité des actions de Petro-Canada, réexamine les opérations de cette société en Birmanie et les suspende jusqu'à ce que le climat des investissements se soit amélioré et que la stabilité politique soit revenue dans ce pays.

Mes collègues et moi exhortons le comité à demander officiellement au gouvernement du Canada d'adopter ces recommandations et de les maintenir en vigueur jusqu'à ce que la junte militaire ait cédé le pouvoir aux députés élus du gouvernement birman et relâché tous les prisonniers politiques, y compris Aung San Suu Kyi, à qui le Prix Nobel de la paix a été décerné en 1991.

Outre ma déclaration, permettez-moi de vous soumettre aux fins du compte rendu les documents suivants:

1. Le témoignage de quatre femmes qui ont été forcées par l'armée birmane à servir de porteuses et qui ont été victimes à plusieurs reprises de viols collectifs.
2. Un article de Mya Maung, universitaire birman, décrivant les répercussions sociales et économiques néfastes du régime militaire en Birmanie.
3. Une lettre d'universitaires birmanes au Secrétaire général des Nations Unies les invitant à intervenir en Birmanie.

Merci.

Le président: Je vous remercie beaucoup de votre exposé. Dans le peu de temps que nous avons, vous avez su nous exprimer vos inquiétudes et nous présenter un certain nombre de propositions.

J'aurais besoin de vos lumières. Nous avons invité le premier ministre à venir à 17h15. Devrions-nous attendre qu'il nous ait adressé la parole avant de passer aux questions?

Peut-être pourriez-vous nous aider, monsieur Broadbent.